ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 728

Texte de la question

FORUM ASIE-EUROPE

M. le président. La parole est à Mme Marie-Louise Fort, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Marie-Louise Fort. Madame la secrétaire d'État chargée des affaires étrangères et des droits de l'homme, samedi dernier, alors que la crise financière était au coeur de l'actualité internationale, s'est tenu le sommet Asie-Europe. La nombreuse participation des dirigeants européens et asiatiques a fait de cette rencontre la plus importante jamais organisée. Elle s'est achevée sur un large consensus quant aux moyens de traiter la crise financière mondiale.

Les dirigeants européens et asiatiques se sont engagés, dans leurs déclarations, à entreprendre une réforme efficace et complète des systèmes monétaires et financiers internationaux. Après deux jours de dialogue à Pékin, ils se sont dits prêts à présenter ces positions lors de la réunion du G 20 prévue pour la mi-novembre à Washington.

Les dirigeants ont appelé à une plus grande régulation de l'économie mondiale et à une plus forte implication du Fonds monétaire international dans l'assistance aux pays affectés par la crise du système financier.

Madame la secrétaire d'État, à l'heure où les dirigeants européens se doivent de redonner confiance aux acteurs économiques, pouvez-vous nous détailler les mesures prises à l'issue de ce forum et nous éclaircir sur les conditions d'organisation du G 20 aux États-Unis ? *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à Mme Rama Yade, secrétaire d'État chargée des affaires étrangères et des droits de l'homme.

Mme Rama Yade, *secrétaire d'État chargée des affaires étrangères et des droits de l'homme.* Madame Fort, le septième sommet de l'ASEM s'est en effet tenu à Pékin les 24 et 25 octobre derniers. Il s'agit de la plus grande réunion de ce forum depuis qu'il a été lancé à Bangkok en 1996.

Il réunissait pour la première fois 43 pays - 27 pays européens et 16 pays asiatiques - ainsi que la Commission européenne et le secrétariat de l'ASEAN. En sa qualité de présidente de l'Union européenne, la France a coordonné le sommet aux côtés de la Chine.

Quel en a été le bilan ?

Parmi les trois textes adoptés, figure une déclaration sur la crise financière diffusée dès le premier jour du sommet. À travers ce texte, les 43 pays ont salué l'initiative française de tenir un sommet à Washington le 15 novembre 2008 et souligné la nécessité de réformer le système financier international dont la crise a révélé les défaillances.

Ils sont également convenus que des règles communes devaient être adoptées par l'ensemble de la communauté internationale pour réguler les mouvements de capitaux, la réforme du système financier devant en outre se fonder sur des principes de transparence, de responsabilité et de surveillance accrues.

La réunion de l'ASEM a aussi permis au chef de l'État d'avancer dans la préparation de ce sommet sur la crise, notamment avec nos partenaires asiatiques. Il s'agit de refonder l'architecture même du système financier international. Il l'a dit à ses homologues chinois, coréens, indonésiens et japonais qui ont tous marqué leur intérêt pour cette initiative.

Tout comme l'Assemblée générale des Nations unies, l'ASEM est un forum politique incontournable pour

renforcer la communauté d'intérêts entre deux des trois pôles économiques principaux de l'économie mondiale. Les deux autres déclarations adoptées à l'issue du sommet comportent quelques avancées notoires qu'il convient de souligner. En matière de droits de l'homme, par exemple, la référence au soixantième anniversaire de la Déclaration universelle et le respect des principes qui y sont énoncés - référence introduite après plusieurs mois de négociation et sur initiative française - figure pour la première fois dans le chapeau de la déclaration de la présidence.
En ce qui concerne les changements climatiques, la déclaration sur le développement durable appelle la communauté internationale à se fixer des objectifs plus ambitieux que ceux qui ressortent du quatrième rapport d'évaluation du GIEC. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe NC.)*

Données clés

Auteur : Mme Marie-Louise Fort
Circonscription : Yonne (3e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 728
Rubrique : Relations internationales
Ministère interrogé : Affaires étrangères et droits de l'homme
Ministère attributaire : Affaires étrangères et droits de l'homme

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 29 octobre 2008
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 29 octobre 2008